



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance et emploi

Question écrite n° 23633

Texte de la question

M. Paul Salen attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les analyses de l'INSEE qui vient de rendre publiques ses prévisions de croissance pour les 6 prochains mois. À en croire l'institut, l'économie française risque fort de rester au point mort au premier semestre et ne pourra renouer avec la croissance d'ici fin 2013. Bien que, la récession ne soit pas encore annoncée la croissance est désormais quasi inexistante. Au premier trimestre, la France enregistre un taux de 0 % et, pour le second trimestre on prévoit une croissance de 0,1 % conduisant à une hausse inexorable du taux de chômage. Cette situation va perdurer pendant encore de longs mois. L'INSEE anticipe au moins 74 000 suppressions de postes dans les secteurs marchands confirmant le maintien, depuis mai 2012, du rythme d'une destruction de 1 500 emplois tous les jours. Nous sommes en train de battre tous les records de chômage avec une crise de plus en plus profonde. Ces estimations tiennent compte des effets du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, un outil qui ne semble donc pas apporter une réponse appropriée à l'ampleur du défi et qui a été souhaité par le présent Gouvernement. À cette politique économique s'ajoute une hausse continue de la pression fiscale rarement vue. Au titre de l'année 2013 le Gouvernement a décidé d'une hausse des prélèvements supérieure à 32 milliards d'euros sur les entreprises et les ménages. Ce qui viendra peser négativement sur l'investissement et la consommation accentuant le risque de voir apparaître la récession. À la lumière de ces éléments incontestables, il lui demande s'il partage son analyse et que compte faire le Gouvernement pour changer d'orientation politique afin de soutenir réellement l'économie française.

Données clés

Auteur : [M. Paul Salen](#)

Circonscription : Loire (6^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 23633

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 avril 2013](#), page 3709

Question retirée le : 2 février 2016 (Retrait à l'initiative de l'auteur)